

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

Communiqué de presse n° 2(F)

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

23–24 septembre 2003

Allocution de **M. JAMES D. WOLFENSOHN**,
Président du Groupe de la Banque mondiale,
devant les Conseils des Gouverneurs en séance plénière

UN NOUVEL ÉQUILIBRE : Quel leadership pour le monde ?

Vos Altesses Royales, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue à Dubaï, cette ville remarquable, à l'occasion de l'Assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Gouvernement et à la population des Émirats arabes unis pour la chaleur de leur accueil, l'excellence de leur préparatifs — cette salle somptueuse en témoigne — et leur volonté de faire de cette manifestation un succès.

Monsieur Villiger, je vous remercie des propos que vous avez tenus et d'avoir accepté de présider ces réunions.

Je tiens également à remercier mon ami, M. Horst Koehler, et nos collègues du FMI de cette nouvelle année de collaboration étroite et efficace.

La région et le monde

C'est la première fois que nous nous réunissons au Moyen-Orient, et l'heure est décisive. Le monde entier regarde la région. Ses yeux sont aussi tournés vers nous.

À cette instance, forte de 184 nations réunies ici, il appartient de montrer la voie à suivre et d'adopter une ligne de conduite claire pour promouvoir le développement et la paix.

Le poids des conflits actuels et des vies perdues pèse sur cette réunion.

L'horreur de l'attaque du quartier général des Nations Unies à Bagdad hante encore nos mémoires — et l'attentat d'hier ravive encore ce souvenir. Nous portons le deuil de Sergio Vieira de Mello, un serviteur sans pareil de l'action humanitaire qui a consacré sa vie à la cause du développement et avec qui nous avons travaillé en étroite coopération dans de nombreux pays sortant d'un conflit.

Nous portons aussi le deuil d'Alya Sousa, notre collègue de la Banque victime du terrorisme. Elle avait son travail à cœur et ne ménageait aucun effort pour aider ses collègues. Une personne remarquable.

Je les avais rencontrés quelques jours plus tôt. Comme vous tous, je partage la douleur des familles de tous ceux qui ont été tués ou blessés dans l'explosion. Quelle tristesse de voir des artisans de la paix aujourd'hui pris pour cible.

Nous honorons la mémoire de Sergio et d'Alya — et de tous ceux qui sont morts — en continuant leur travail.

Je peux vous assurer de la volonté de la Banque d'aider les Iraquiens, tout comme nous travaillons pour aider les populations d'Afghanistan, de Bosnie-Herzégovine, du Kosovo, du Timor-Leste et de Cisjordanie et Gaza. L'un des résultats de notre travail est l'évaluation des besoins que nous préparons avec nos collègues du FMI et des Nations Unies pour la conférence des bailleurs de fonds qui se tiendra le mois prochain à Madrid. Nous nous réjouissons à la perspective de contribuer au processus de reconstruction dans les années à venir.

Le Groupe de la Banque mondiale est présent au Moyen-Orient depuis plus d'un demi-siècle. C'est d'ailleurs à l'Iraq que nous avons consenti notre premier prêt dans la région, en 1950, pour régulariser les crues du Tigre et de l'Euphrate.

Aujourd'hui, nos projets financent des logements sociaux en Jordanie, facilite l'accès au microcrédit pour les femmes du Yémen, renforcent les capacités d'un nouvel État-nation en Cisjordanie et Gaza, et favorisent la coopération entre les dix pays du bassin du Nil pour fournir de l'eau à 300 millions de personnes actuellement, et à 600 millions d'ici 25 ans seulement. Nous aidons également l'Arabie saoudite en lui fournissant une assistance technique remboursable.

Le savoir et les échanges d'idées sont des aspects fondamentaux de notre collaboration. C'est pourquoi nous avons préparé, en coopération avec des chercheurs et des experts de la région, quatre nouveaux rapports sur l'emploi, le commerce, le rôle de la femme et la gouvernance. C'est pourquoi notre site web et son riche contenu sur l'expérience acquise en matière de développement existe en arabe.

Par sa contribution à la science, aux mathématiques, à la culture et à la religion, cette région est l'un des berceaux des civilisations. Et pourtant, c'est aussi une région jeune où les moins de 25 ans représentent 60 % — un chiffre stupéfiant — de la population.

Je souhaiterais maintenant m'adresser plus particulièrement aux jeunes du Moyen-Orient — et du monde entier.

La semaine dernière, à Paris, j'ai rencontré des animateurs de jeunes qui représentaient des organisations comptant plus de 120 millions de membres sur les cinq continents. Cette réunion rassemblait aussi des jeunes ruraux et des enfants de la rue, des orphelins du sida et des conflits civils, des Tziganes exclus et des handicapés.

Ils se sont rencontrés dans la sérénité et le respect mutuel. Ils ont demandé pourquoi notre génération ne pouvait en faire de-même.

Ils nous ont dit : nous sommes prêts à apporter notre contribution, à être parties prenantes aux solutions à trouver. Mais ils nous ont dit aussi : nous ne voulons pas d'un avenir limité à des considérations économiques — il doit y avoir autre chose. Ils nous ont interpellés sur les valeurs et les convictions.

Leur passion et leur idéalisme nous ont enthousiasmés, mes collègues et moi-même. Nous avons invité quatre de leurs représentants à se joindre à nous ici aujourd'hui pour qu'ils puissent témoigner de notre volonté commune d'aboutir.

Des jeunes commenceront bientôt à travailler dans les représentations de la Banque à travers le monde pour aider à examiner des projets et proposer des actions à engager, comme c'est déjà le cas au Japon et au Pérou. Nous inviterons aussi les gouvernements à permettre aux jeunes de participer aux travaux sur les stratégies de réduction de la pauvreté. Et dans 12 mois, nous nous reverrons pour dresser un premier bilan de notre partenariat.

Monsieur le Président, d'ici 2015, les moins de 25 ans seront trois milliards. Ils sont l'avenir. Mais, comme les jeunes l'ont dit avec la plus grande vigueur à Paris, ils sont aussi le *présent*.

Et ils attendent beaucoup de nous.

Pour répondre à leur attente, il faut nous intéresser aux forces actuellement à l'œuvre. À bien des égards, elles sont facteurs de « déséquilibre » :

Sur les six milliards d'habitants de la planète, un milliard détiennent 80 % du PIB mondial alors qu'un autre milliard se battent pour survivre avec moins de 1 dollar par jour. Est-ce un monde équilibré ?

Au cours des 25 prochaines années, 50 millions de personnes naîtront dans les pays riches. Environ un *milliard* et demi de personnes naîtront dans les pays pauvres. Beaucoup rejoindront les rangs des pauvres, des chômeurs et des déçus d'une mondialisation inéquitable à leurs yeux. Ils seront de plus en plus nombreux à quitter leur pays pour trouver du travail. Les migrations deviendront un problème très grave.

Les pays riches consacrent actuellement 56 milliards de dollars par an à l'aide au développement — contre 300 milliards aux subventions agricoles et 600 milliards à la défense. Voilà un autre facteur de déséquilibre. Les pays pauvres consacrent eux-mêmes 200 milliards de dollars à la défense — plus que les crédits affectés à l'éducation. Encore un autre grand facteur de déséquilibre.

Bien qu'il soit prévu que les pays en développement se développent deux fois plus vite que les pays développés, beaucoup auront besoin d'une aide pour combler le fossé entre les riches et les pauvres. La mise à mal de l'environnement et des ressources naturelles, comme l'eau, posera un très grave problème. L'interdépendance sera plus visible. Les perspectives, mais aussi les menaces, se multiplieront.

Il y a trois ans, les dirigeants du monde se sont retrouvés au Sommet du Millénaire pour évaluer l'avenir. Ils se sont engagés à réduire de moitié le nombre de pauvres d'ici 2015. Ils ont adopté les objectifs de développement pour le Millénaire, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'égalité des sexes. Ils ont fixé des objectifs pour la protection de notre environnement, qu'il s'agisse de la qualité de l'air que nous respirons ou de la préservation de nos forêts et de nos océans.

Ce sont là des objectifs remarquables. De nombreux dirigeants ont dit qu'ils étaient moralement justes — de la responsabilité de chacun mais aussi dans l'intérêt de tous.

Ils ont donc conclu un marché — dont les termes ont été énoncés lors des réunions de Monterrey et de Johannesburg.

- Les pays *en développement* promettaient de renforcer la gestion de leurs affaires publiques, de créer un climat d'investissement porteur, de bâtir des systèmes juridique et financier transparents et de combattre la corruption.
- Les pays *développés* acceptaient de soutenir ces efforts en renforçant les capacités, en accroissant leur aide et en ouvrant leurs marchés au commerce.

Il y eut une convergence de vues sans précédent sur ce marché et sur les mesures à prendre pour lui donner forme. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Jamais les politiques et la gestion publique des pays en développement n'ont été aussi solides. Comme je le dis plus tôt, ces pays se développent beaucoup plus rapidement que les pays riches. Mais cette bonne nouvelle ne doit pas masquer d'autres faits importants. Elle ne doit pas nous faire oublier que les progrès sur le front de la pauvreté diffèrent beaucoup d'une région à l'autre.

La Chine, qui compte 1,3 milliard d'habitants, atteindra la plupart de ces objectifs. L'Inde, qui en compte un milliard, est sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté.

Mais beaucoup d'autres pays n'atteindront pas ses objectifs.

L'Afrique subsaharienne, avec ses 600 millions d'habitants, obtiendra les plus mauvais résultats. La proportion d'Africains vivant dans l'extrême pauvreté devrait augmenter, et non diminuer. Seule la moitié des enfants termineront leurs études primaires et un sur six mourra avant l'âge de cinq ans, souvent du sida.

Comme les jeunes que j'ai rencontrés à Paris, je demande : pourquoi ?

Cette situation tient notamment à la lenteur des réformes dans les pays en développement. Le népotisme, la corruption, sont encore trop présents. Dans presque tous les pays, la nature des problèmes et l'identité des responsables sont de notoriété publique. Franchement, les actions contre la corruption ne sont pas assez résolues, pas assez suivies, particulièrement dans les hautes sphères.

Qu'en est-il des obligations des pays développés dans ce marché à caractère mondial ? Là aussi, des progrès ont été enregistrés, à savoir :

- Engagements pris à Monterrey d'accroître l'aide d'environ 16 milliards de dollars par an d'ici 2006.
- Financements importants pour combattre le VIH/SIDA et le paludisme, prévenir les conflits et reconstruire les pays qui en sortent.
- Amélioration des modalités d'attribution et d'utilisation des ressources, notamment par une meilleure harmonisation des activités des bailleurs de fonds, comme dans l'accord de Rome conclu cette année.

Mais ces mesures — aussi louables soient-elles — ne sont pas à la hauteur des engagements pris.

À Dakar, les bailleurs de fonds ont dit qu'aucun bon projet d'enseignement primaire ne resterait sans ressources. Il se sont engagés à financer un programme d'Éducation pour tous qui suppose un supplément d'aide financière sous forme de dons de plusieurs milliards de dollars sur une période de cinq à dix ans. Or, à ce jour, dans le cadre de l'initiative pour accélérer la mise en œuvre de ce programme, seuls sept pays ont reçu une promesse de financement, à hauteur de 200 millions de dollars seulement sur trois ans, et ces ressources concernent moins de 5 % des 115 millions d'enfants non scolarisés à travers le monde.

Il n'est pas surprenant que les pays en développement se fassent du souci, ne sachant pas d'où viendront les ressources supplémentaires censées les aider à ouvrir des écoles, recruter des enseignants et prendre les dispositions pour répondre aux besoins de l'enseignement secondaire, mais aussi primaire.

Ils ont peur que les ressources nécessaires pour atteindre d'autres objectifs ne soient pas attribuées, que l'allégement de la dette soit insuffisant et que les financements alloués servent à combattre les dernières crises, la drogue ou le terrorisme plutôt qu'à

promouvoir le développement à long terme. Il craignent que la moitié seulement de l'enveloppe actuellement consacrée à l'aide ne leur parvienne sous forme de transferts monétaires directs pour financer leurs programmes. Enfin, il craignent que le remboursement de la dette n'hypothèque leur capacité de développement. Si les pays en développement ont le sentiment d'avoir fait de gros efforts pour honorer leurs engagements dans le cadre de ce marché passé au niveau mondial, ils ne pensent pas que leurs partenaires aient suffisamment traduit leurs promesses dans les faits.

L'impasse à laquelle a abouti la récente réunion de Cancun est un cas d'espèce. Les deux tiers des pauvres du monde dépendent de l'agriculture pour vivre. Du point de vue des pays en développement, les pays riches ont fait des propositions qui ne répondaient pas à leurs revendications clés dans ce domaine vital. Ils ont également estimé qu'une conception des négociations selon laquelle ils seraient censés seulement se contenter de répondre aux propositions des pays riches n'était pas acceptable.

À Cancun, les pays en développement ont montré leur détermination à réclamer *un nouvel équilibre*. Ils ont indiqué qu'il fallait un meilleur équilibre entre les riches et les puissants, d'une part, et les pauvres et les plus nombreux, d'autre part. Ils ont dit qu'il ne pouvait y avoir de paix ni de développement durable en l'absence d'un recadrage des priorités. La coopération doit être plus large.

Le fait demeure que l'aide n'a jamais été à un niveau aussi bas. De 0,5 % du PIB au début des années 60, il est passé à 0,22 % aujourd'hui, alors même que le revenu des pays développés n'a jamais été aussi élevé.

Dans ce contexte, la Banque a cherché à déterminer avec précision comment une amélioration des politiques, une utilisation plus efficace des ressources allouées et une augmentation du volume d'aide pourraient permettre d'atteindre plus rapidement les objectifs de développement pour le Millénaire. Au vu des données actuelles, nous sommes parvenus à la conclusion suivante :

- D'une part, l'assistance fournie est utilisée plus efficacement que jamais du fait des progrès de nombreux pays en développement et d'une meilleure allocation de l'aide au développement.
- D'autre part, les pays en développement pourraient facilement absorber le double des 16 milliards de dollars supplémentaires par an promis à Monterrey pour 2006.

J'ajouterai qu'il s'agit d'une estimation prudente. La somme annuelle de 50 milliards de dollars supplémentaires, proposée par le chancelier de l'Échiquier, M. Brown, pourrait être mise à profit très rapidement.

La perspective d'un tel financement encouragerait les pays en développement à entreprendre plus rapidement des réformes. Les dirigeants sont davantage prêts à prendre des mesures s'ils savent que des ressources seront régulièrement allouées. Il ne

feront rien si le financement des réformes et les avantages à en attendre ne peuvent être garantis.

Il est tout aussi important d'agir dans le domaine du commerce. Il est incohérent de faire la louange du libre-échange sans supprimer les fortes subventions et les barrières sur des biens pour lesquels les pays en développement ont précisément un avantage comparatif. Ces pays doivent aussi faire un effort personnel dans ce domaine. Ils versent en effet des droits de douane élevés dans leurs échanges Sud-Sud.

L'harmonie ne reviendra pas dans notre monde tant que l'on ne s'efforcera pas réellement de mieux sensibiliser le public à l'importance de la pauvreté et de l'iniquité. Ma génération a grandi en pensant qu'il existait deux mondes — le monde des nantis et celui des démunis — et qu'ils étaient, pour l'essentiel, bien distincts. C'était déjà faux à l'époque, et ce l'est encore plus aujourd'hui. Ce mur qui, pour beaucoup, séparait les pays riches des pauvres, s'est effondré il y a deux ans, le 11 septembre.

Tant de choses nous associent. Le commerce et le système financier, bien sûr, mais aussi les migrations, l'environnement, la maladie, la drogue, la criminalité, les conflits et — oui — le terrorisme. Nous sommes liés — riches comme pauvres — par la même volonté de laisser un monde meilleur à nos enfants. Et par le constat qu'un échec chez nous fragilise aussi le reste de la planète. C'est là le sens profond de la mondialisation.

Nous savons que les élections se gagnent et se perdent sur des questions de politique nationale. Mais ce sont des problèmes à caractère mondial, et plus particulièrement la pauvreté, qui dessineront les contours du monde dans lequel nos enfants vivront. Les dirigeants doivent se faire les avocats du développement. Il *s'agit* d'une question nationale aussi bien qu'internationale.

Il est indispensable d'apprendre à connaître les autres pays et les autres cultures — et d'apprendre à respecter leurs valeurs et leurs aspirations. Nous devons apprendre à nos enfants à prendre conscience du reste de l'humanité. Les jeunes gens que j'ai rencontrés à Paris se comportent en citoyens du monde. Ils ont leurs racines dans une culture, mais ils respectent les autres.

Les jeunes de Dubaï aussi. Dimanche dernier, la Banque a organisé une vidéoconférence à partir du Women's College pour entrer en contact avec de jeunes étudiantes en Afghanistan, aux États-Unis, en Éthiopie, en Jordanie, en Ouganda, en Turquie et au Yémen. Lorsque nous avons demandé à celles-ci quels sujets elles souhaitaient aborder, elles nous ont répondu : la scolarisation des filles, le respect des différentes cultures et religions, les stéréotypes, les rêves, la parité entre les sexes, les valeurs morales, l'art et l'unité à travers la diversité.

C'était aussi ce que voulaient les jeunes étudiantes ici, à Dubaï. Elles sont citoyennes du monde ; Dubaï peut en être très fier — comme je le suis.

Il est encourageant de constater qu'une enquête réalisée cette année à une échelle mondiale montre que de nombreuses personnes à travers le monde ont conscience qu'il existe un lien entre pauvreté et stabilité. Dans certains cas, elles le voient plus clairement que leurs dirigeants.

Monsieur le Président, j'ai essayé de montrer comment les pays pouvaient se montrer à la hauteur de leurs responsabilités. Il incombe aux organisations de promotion du développement d'en faire de même.

Ensemble, en partenariat avec les pouvoirs publics, la société civile et le secteur privé, nous avons aidé les pays en développement à progresser au cours des 40 dernières années. L'espérance de vie a augmenté de 20 ans. L'analphabétisme a été réduit de moitié. Mais aujourd'hui, alors qu'il ne reste que 12 ans pour atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire, les organismes d'aide bilatérale et multilatérale doivent se surpasser.

Cela veut dire que nous devons cesser de conduire des projets ponctuels — des projets « réconfortants », comme nous les appelons — et chercher des résultats à une autre échelle — dans 50, 500 ou 5 000 villages.

Pour notre part, à la Banque mondiale, nous faisons un examen sans concession des moyens d'améliorer notre action pour voir comment les projets concluants peuvent être réalisés à une plus grande échelle.

Plus de 2500 de nos agents sont aujourd'hui affectés hors siège — pour être plus proches de nos clients. Nous raccourcissons le temps de préparation des projets. Le taux de réussite des projets que nous finançons est passé de 71 à 85 % entre 1995 et l'an dernier. La bonne gestion des affaires publiques et l'exécution des réformes sont aujourd'hui au cœur de notre dialogue avec les pays.

Dans les domaines du sida, de l'éducation et de l'eau, nous employons les grands moyens, et dans celui des infrastructures de base, nous redoublons d'effort. En coopération avec le FMI et nos partenaires de l'Initiative PPTE, nous apportons quelque 52 milliards de dollars pour alléger la dette de 27 pays à faible revenu. Et nous continuons d'être attentifs aux besoins des pays à revenu intermédiaire, où vivent beaucoup des pauvres du monde.

Nous mettons à profit les nouvelles technologies. Plus de 100 de nos représentations dans les pays sont reliées par satellite, nous tenons en moyenne 1 500 vidéoconférences par mois et nous touchons plus de 60 pays par jour. Le Portail du développement réunit maintenant environ 100 partenaires qui aident à renforcer les capacités et à rassembler une masse de connaissances pour la communauté des développement.

Nous lançons une nouvelle carte de « connexion clients » qui donne aux gouvernants et aux hauts fonctionnaires un accès direct par l'internet à la même information que nous utilisons pour administrer les projets, communiquer des données financières et faire des recherches en préservant le caractère confidentiel de l'information. C'est un outil puissant qui contribue à l'exécution effective des mesures prises, mais surtout à une plus grande transparence.

Les autres institutions affiliées au Groupe de la Banque ont, elles aussi, progressé :

- La SFI encourage les investissements du secteur privé dans les petites et moyennes entreprises — notamment en Afrique — et met en place de nouvelles formules comme les échanges de droits d'émission de carbone.
- La MIGA continue de s'intéresser davantage aux pays à faible revenu — l'année dernière, plus de la moitié de ses garanties sont allées à des pays pouvant emprunter à l'IDA.

Dans l'enquête que j'évoquais plus tôt, les personnes interrogées ont estimé que le Groupe de la Banque était davantage à l'écoute de ses clients et que son action était plus efficace et pertinente. Mais elles nous disent aussi que nous devons simplifier nos procédures administratives, assouplir nos modalités de fonctionnement — et produire davantage de résultats concrets. Nous prenons ces observations au sérieux.

Le printemps prochain, nous organiserons, conjointement avec le Gouvernement chinois, une conférence à Shanghai sur les moyens d'intensifier l'action entreprise pour réduire la pauvreté. Comment recenser les programmes qui donnent de bons résultats pour les transposer à plus grande échelle ? Comment donner aux pauvres les moyens d'être le principal moteur du changement et non un simple objet de charité ? Comment gérer les programmes pour que, à terme, ils produisent des résultats qui changent véritablement les choses. J'espère que vous serez nombreux à vous joindre à nous, à Shanghai.

Nous pouvons passer à la vitesse supérieure. C'est le pari que doit tenir la communauté internationale. C'est le pari que doit tenir la Banque — et notre équipe de classe internationale est déterminée à relever ce défi.

Il est temps d'agir

Monsieur le Président, il s'agit maintenant d'envisager l'avenir sans complaisance. Notre monde n'est pas équilibré. Les leviers de commande sont entre trop peu de mains et trop de gens ont trop peu à espérer. Trop de débordements, trop de guerres. Trop de souffrances.

La démographie de l'avenir est celle d'un déséquilibre croissant au niveau des populations, des ressources et de l'environnement. Si nous agissons ensemble, nous pouvons améliorer la situation. Dans le cas contraire, nous laisserons des problèmes encore plus graves et plus insolubles à nos enfants.

Nous devons instaurer un nouvel équilibre mondial : donner à chacun la possibilité de vivre en sécurité et de s'exprimer, reconnaître aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes, promouvoir les droits des personnes handicapées et défavorisées, le droit à un environnement propre, le droit d'apprendre, le droit au développement.

Ces objectifs n'ont rien d'extravagant. Nous avons tous les mêmes aspirations, que nous soyons riches ou pauvres. Le moment est plus que jamais venu de conjuguer nos efforts pour édifier un monde meilleur.

C'est à vous, leaders mondiaux, qu'il appartient de le faire. Il serait coupable d'attendre. L'heure a sonné d'agir, avec courage — pour une nouvelle vision de l'avenir.

Monsieur le Président, je ne tiens les propos ni d'un rêveur ni d'un philosophe. Comme tous ici, j'ai une famille et je me préoccupe de son avenir. Nous avons les moyens de changer le cours des choses. Nous savons comment y parvenir. Nous en avons le courage. Il est maintenant temps de passer à l'action.

Cette planète est notre patrimoine commun. Il est temps de l'utiliser à nouveau de façon plus équilibrée. Faisons le nécessaire pour combattre la pauvreté, instaurer l'équité et garantir la paix pour la prochaine génération.

Répondons aux attentes des jeunes de Paris et des étudiants de Dubaï. Disons-leur qu'ils peuvent nous faire confiance et que nous agissons aujourd'hui, ici, à Dubaï.

Je vous remercie.